

L'Adresse—M. Malépart

découvert qu'il y avait quelqu'un sur l'assurance-chômage qui pouvait avoir un petit deux ou trois semaines de plus, un \$600. Le bourreau du Conseil du Trésor a dit: C'est scandaleux, il faut laisser cela aux grands présidents de banques. Cela n'a pas d'allure.

Monsieur le Président, même pour cette chose-là, le premier ministre se vante de consulter. Dans ma circonscription il y a une entreprise qui, au lieu de faire des mises à pied de 60 employés parmi les plus jeunes, en accord avec le syndicat, a offert aux personnes de 55 ans et plus de prendre la préretraite, et elle leur a offert un montant d'argent pour la cessation d'emploi ainsi que la permission de toucher les prestations du régime de pension privé. Mais avec cette mesure-là ces gens-là perdent \$12,000. Cela ne leur tente plus. Les conséquences vont être que les plus jeunes vont perdre leur emploi; 126 personnes avaient accepté librement de prendre la préretraite. Encore une autre mesure insensée de ce gouvernement-là.

Monsieur le Président, en politique de logement, le logement social ce n'est pas important.

La région de Montréal, dans la ville de Montréal, seulement 15,000 demandes, les gens qui attendent pour avoir des HLM, 9.6 millions. La rénovation des logements: le programme PAREL qui était demandé partout à la grandeur du Québec, tous les députés du Québec se sont levés, les députés conservateurs. On applaudit cela. J'ai hâte de voir quand les maires vont aller leur demander. J'ai hâte de voir la réponse quand les maires vont dire: pour rénover, qui va payer la facture? Ce sont les citoyens, soit qu'on reste encore avec des taudis parce que ce gouvernement-là a décidé d'enlever cela.

Je voyais le ministre responsable de l'habitation qui nous faisait parvenir un communiqué: Suite aux statistiques, la construction de logements locatifs a diminué. C'est vrai, il dit: Oui, il faut s'en occuper, c'est important, ça va mal. Il s'en est occupé, il a aboli le programme et il a coupé 7.8 millions... Aussi bien jeter le communiqué. On ne s'est pas contenté de cela, seulement les coupures, c'est seulement qu'une partie. Il y a au Québec des députés de la région de Lac-Saint-Jean, 80.5 millions, programme d'embranchement du gaz naturel. Ça va être beau quand ils diront cela à leurs électeurs, oui on est d'accord, projets dans la circonscription de Trois-Rivières, dans la circonscription de Lotbinière, 4.9 millions, les députés... C'est le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) qui me dit qu'ils ont été consultés, d'accord, on coupe cela, on n'a pas de chômage dans nos circonscriptions.

Au niveau de la capitale nationale maintenant. Il y avait plusieurs projets à la Commission de la capitale nationale, et comme par hasard, ceux qui sont coupés, ce sont ceux qui se faisaient au Québec. Les députés de la région de l'Outaouais se sont levés et ont applaudi, monsieur le Président.

Un autre 3.5 millions... Le Vieux-Port de Montréal, la Marina de Chicoutimi, les coupures de VIA Rail, c'étaient tous des travaux qui seraient faits dans l'ouest de Montréal, c'était de la création d'emplois. Monsieur le Président, j'ai hâte, il y a certains députés qui vont se réveiller au prochain caucus parce que la population va leur parler. Je mentionnais tantôt les caricatures qui exprimaient ce qu'on pensait du mini-budget ou du discours du trône, j'en ai une autre ici qui démontre le ministre des Finances (M. Wilson) et qui dit: Mesdames et messieurs... et qui décrit des couteaux dans

toutes les différentes factures que le gouvernement a décidé de couper.

En ce qui concerne les engagements, j'aurais compris que ce parti ne pouvait pas réaliser toutes ses promesses, c'est normal, il aurait pu les faire durant quatre ans, mais ce qui est scandaleux, c'est qu'il a fait complètement le contraire de ce qu'il a promis. J'aimerais citer un article de Gilbert Lavoie du journal *La Presse* (1979): D'une pirouette à l'autre, les promesses électorales sont faites pour être violées, disait John Crosbie. Ça, c'est un bleu, et je suis content de voir des députés du Québec qui disent oui. J'ai trompé la population chez nous et je suis content.

Le gouvernement Mulroney n'a pas échappé à la règle en faisant volte-face sur l'universalité des programmes sociaux, un principe sacro-saint pour le premier ministre pendant la campagne électorale et que l'on s'apprête maintenant à rejeter. M. Mulroney et ses ministres ont bien tenté de se défendre d'avoir violé une de leurs promesses électorales, mais ils avaient oublié de s'entendre entre eux sur l'explication à donner. Le premier ministre a reconnu en conférence de presse qu'il avait promis de ne pas s'attaquer au principe de l'universalité, mais il a nié avoir manqué à sa parole, il a soutenu qu'il ne faisait que lancer un débat public. Une heure plus tôt, le président du Conseil du Trésor déclarait que le gouvernement ne s'attaquait pas à l'universalité, mais pour la bonne raison que l'universalité n'existe plus depuis que l'on accorde des crédits d'impôt pour les enfants à charge aux familles dans le besoin ou des suppléments de revenu garanti à certaines personnes âgées.

Vendredi—toujours le texte de Gilbert Lavoie—le ministre des Finances y allait d'une autre explication. Il a soutenu que M. Mulroney n'avait promis de respecter l'universalité des programmes sociaux que pour la partie des défavorisés de la population. Devant la réaction incrédule des journalistes, le ministre, en vrai gentleman, n'a pas insisté. Voici les commentaires de l'article du journal *La Presse* de Gilbert Lavoie. Monsieur le Président, non seulement ils se sont contentés de faire un mini-budget, après avoir causé du chômage, enlevé de l'argent auprès de la population, ils ont brassé tout cela et ils ont dit: On va les descendre de niveau de salaire, on va les mettre sur le chômage et six mois après on va les réengager, on prend un milliard de ce qu'on a économisé pour faire de l'emploi.

Mais il y a une chose qui n'est pas pire et qu'ils ont décidé de faire, il s'agit des nouvelles directions pour le Canada. Encore là je croyais que leurs promesses étaient de créer de l'emploi, mais le titre du document: Un programme de renouveau économique. Si cela avait été vrai que ce parti-là voulait créer de l'emploi, il aurait dit: Un programme de renouveau économique pour une politique de plein emploi. Mais on voit que c'est strictement de la façade. Il y a deux points à l'intérieur de cette réflexion que ce gouvernement et que ce premier ministre, suite à son sacro-saint de principe au niveau de l'universalité et que j'aimerais discuter, c'est concernant la réflexion en ce qui concerne le domaine social; la réflexion que ce gouvernement veut nous amener pour les divers programmes sociaux. Personnellement, je déplore l'approche de ce document qui a pour but d'établir une guerre des classes entre les personnes qui ont un revenu de \$10,000, \$20,000, \$30,000 ou \$500,000 et autant le premier ministre lorsqu'il emploie